# Le Revenu social garanti universel inconditionnel d'existence de base (et probablement plus si affinités)

Aurélien STRIDE

*« Dans une société fondée sur le pouvoir de l'argent, tandis que quelques poignées de riches ne savent être que des parasites, il ne peut y avoir de "liberté", réelle et véritable. »*

— *Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine,*
L'organisation du parti et la littérature du parti*, 1905*

# Table des matières

Table des matières....3
Avant-propos....6
Introduction....9
Une histoire du salariat....12
De l'artisanat au patronat....12
Les limites du salariat....14
Le paradoxe de l'argent....19
Comment l'argent est devenu indispensable....21
La naissance d'un revenu de base....23
La question du mérite....25
Quelques cas concrets....29
Du côté des monnaies décentralisées....31
Le J.E.U.....31
La June....34
La mise en place à l'échelle d'un pays....37
Repenser les circuits d'argent....37
Électroniser la monnaie d'échange et prélever sur les transactions....39
Supprimer toutes les aides et taxes....40
Repenser l'économie dynamiquement....42
Plafonner les comptes bancaires....43
Interdire les comptes off-shore....43
Favoriser les prêts à taux zéro....44
Reconcevoir l'Économie d'État....44

Repenser l'accès à une activité professionnelle.....46
Libéralisme.....46
Salariat.....49
La question du montant.....49
La limite de l'universalité.....52
Les conséquences de la mise en place.....54
La législation.....57
Le secteur de l'industrie et la relation au travail en général.....58
Une fausse perte d'innovation.....59
Les échanges internationaux.....60
La cotation en bourse.....61
L'indépendance envers l'État.....62
Un pas vers le don et l'abolition de l'argent ?.....63
Les freins à la mise en place d'un revenu universel....65
Un changement profond de mentalité.....65
Le maintien de l'argent sur le territoire.....66
D'autres formes de fraudes.....68
Les alternatives au revenu universel.....70
Le plein-emploi ?.....71
Un coefficient de Gini à 0 ?.....75
Un coefficient de Gini à 1 ?.....75
Les monnaies locales ?.....76
Une déflation intégrale ?.....77
Une fin ou un moyen ?.....78
Si c'était une fin.....78
Si c'était un moyen.....79

Conclusion ..... 82
Les points à retenir ..... 85
Petit dictionnaire ..... 87
Bibliographie ..... 90
Du même auteur ..... 90
D'autres auteurs ..... 90

# Avant-propos

Qui n'est jamais monté sur ses grands chevaux en parlant d'argent ? Qu'il s'agisse de comparaison de salaires, de dettes, d'injustice envers ceux qui perçoivent un revenu sans travailler, de parachutes dorés, d'avantages politiques et je ne sais quoi d'autre, l'argent est une corde très sensible dans le cœur de la population. Comme si c'était un sujet aussi tabou que le sexe, quelque chose de l'ordre de l'intime sur lequel toute évocation amènerait forcément à un jugement[1] !

Or l'argent n'est responsable ni du modèle économique, ni de la relation que les gens ont développé autour de lui. La preuve en est que cela n'a pas toujours été le cas : au Moyen-Âge, avant la Renaissance, l'économie était majoritairement locale et servait à la préparation des festivités, soit cent-quatre-vingts jours sur trois-cent-soixante-cinq !

[1] On peut même imaginer que certains auraient moins de mal de parler de leurs penchants sexuels que de l'état de leur compte en banque ou de leur salaire !

On peut considérer que trois événements majeurs sont à l'origine de notre rapport actuel à l'argent par le travail :

1. L'expansion européenne de la **pensée anglicane** sous Henri VIII, où le travail servait en grande partie à financer le culte

2. La **Révolution Industrielle** au milieu du XIX°, et le développement du statut ouvrier et de la pensée Marxiste (librement réinterprétée)

3. Le développement de l'**économie de croissance** au lendemain de la Première Guerre Mondiale

Aujourd'hui, la gouvernance politique est orientée par les milliardaires détenteurs de lobbies industriels, dont le seul intérêt existentiel réside en un bénéfice annuel en milliers de pourcents. Malgré la virtualisation totale de l'argent et l'arbitraire du pouvoir qu'on lui donne, il devient plus important que l'air respiré ou l'eau bue[1].

[1] Surtout vu la pollution de l'air et de l'eau actuellement !

La bonne nouvelle, c'est que cela n'est pas une fatalité. Même si le meilleur moyen de se soustraire d'un problème est de le contourner, il est possible, dans notre monde actuel, de repenser le pouvoir de l'argent, et donc notre relation avec lui, en le définissant simplement[1] comme un Droit Humain inaliénable.

La mauvaise nouvelle, c'est que cela en déplaira à certains...

Bonne lecture !

[1] Vous verrez qu'il n'y a que la définition qui est simple. Pour le reste...

# Introduction

Au commencement, il y eut le **don** et le **troc**. On s'échangeait nos productions végétales et animales, nos fabrications artisanales, dans le cercle de la communauté. Ceux qui avaient le talent pour fabriquer des habitations étaient nourris par les demandeurs. Les ressources étaient locales, l'exploitation dépendait du rythme des saisons et du respect du renouvellement des plantes et de reproduction des animaux.

L'amélioration des moyens de locomotion, notamment le cheval et le dromadaire, ont permis de se faire rencontrer les peuples et proposer de nouveaux échanges, pour lesquels le troc perdait du sens : tout le monde ne pouvait pas proposer une partie de récole, d'élevage ou de production artisanale en contrepartie :

- soit à cause de la faible production (et le détriment que cela pourrait causer à la communauté locale),

- soit à cause de la déperdition liée au transport,

- soit du fait que le destinataire ne trouverait pas d'utilité dans ce qui est proposé (notamment parce que les produits[1] sont identiques en terme de nature ou de fonctionnalité).

Ainsi a-t-il fallu créer un moyen de conserver le troc de manière universelle : la **monnaie d'échange**.

Depuis près de trois mille ans, l'humanité utilise une monnaie d'échange basée sur une contrepartie du temps passé à produire un bien ou un service. Cette monnaie, sous formes d'éléments fabriqués dans du métal[2] à la préciosité en lien avec sa rareté, détermine la valeur dudit élément monétaire. De ce fait, il a fallu évaluer de manière la plus juste ce que valait tel produit, et ce en fonction de la quantité de monnaie en circulation. Ce dernier point donnait une estimation du « *prix* » alloué, et contribuait à un équilibre dans la nature et la valeur des échanges.

[2] A l'origine du nom « argent », en référence au métal utilisé pour certaines pièces.

Si ce procédé monétaire permettait de rajouter du beurre dans les épinards[1], il a aussi créé des différences entre les individus :

- Certains produisaient pour gagner peu
- Certains gagnaient en ne produisant rien (exploitation, commission, services, etc.)

Ces différences ont amené au développement de classes sociales (noblesse, aristocratie), de la propriété sous toutes ses formes (territoriale et matérielle), de nouveaux métiers (négociant, revendeur, conseiller, prêteur, banquier, publicitaire, etc.) et de circuits monétaires (impôts, taxes et charges). Les premières pierres de ce qui deviendra le Monde Moderne et la Civilisation sont en place.

Ainsi, et l'anglicanisme sous Henri VIII enfoncera le clou, la population est-elle scindée et répartie, les plus riches voulant devenir plus riche et réduisant les plus pauvres à de la main-d'œuvre substituable trimant pour contribuer à la croissance de la fortune des premiers.

[1] Nous partirons du postulat que la population de l'époque connaissait le beurre et les épinards.

# Une histoire du salariat

Au vu du modèle économique actuel basé sur le travail, on peut résumer le salaire comme étant **la résultante financière d'un travail déclaré**. De ce fait, assurer un salaire à une personne ne produisant ni bien ni service peut paraître un non-sens, au même titre que le fonctionnariat est mal perçu au regard de la productivité. Pour ce qui est des retraités, leur rente est le résultat des annuités validées et des charges payées pendant cette période ; de fait :

*« Ils ont cotisé, donc ils y ont droit. »*

## De l'artisanat au patronat

Au commencement était le **travailleur libéral**, dont le salaire dépendait de la vente de ses produits. S'il n'assurait aucune vente, il n'entrait pas d'argent, l'équation était assez simple. L'agrandissement des surfaces de production impliqua d'augmenter la main-d'œuvre, mais cela exigeait aussi d'assurer le paiement de ces ouvriers selon les ventes des productions. Grosso modo, si

le travailleur d'origine libérale voulait multiplier ses ventes par 2, il devait également multiplier sa production d'autant pour payer la personne qui le secondera. L'ouvrier embauché perd son statut de travailleur libéral pour celui de **salarié**, vu que ce n'est pas lui qui assurera la vente de ses productions, et le travailleur employeur devient un **patron**, ou, s'il arrête son activité en la laissant uniquement à ses salariés, un **exploitant**[1].

Sauf que voilà : produire et vendre sont deux problèmes totalement décorrélés et non garantis :

- d'un côté, la **production** peut pâtir de l'absence ou des erreurs du personnel, de manquement de matière première, de catastrophes climatiques, etc.

- d'un autre côté, la **vente** dépend de la demande, mais aussi de la qualité des produits et de la réputation de l'entreprise.

Dernier problème : **le salarié demandera son dû**, indépendamment des problématiques rencontrées par l'entreprise en terme de production ou de vente. Dans le cas où

[1] Et le salarié un exploité, dans certains cas...

l'entreprise n'est plus en mesure d'assurer le financement de la main-d'œuvre ouvrière, elle devra s'en séparer[1], pâtissant davantage des problèmes déjà présents : c'est une spirale.

## Les limites du salariat

Le choix du salariat est malheureusement trop souvent perçu comme une place sécure pour le salarié, et pas que : même les banquiers sont plus confiants à prêter à un salarié depuis peu qu'à un entrepreneur depuis longtemps. Le CDI[2] ne garantit pas la pérennité du poste, le mot *Indéterminée* ne signifiant nullement *Jusqu'à ce que la retraite*[3] *nous sépare*. Pour l'employeur, c'est une charge conséquente, étant donné qu'il doit débourser entre 50 et 100% du salaire net en plus pour verser les charges patronales et salariales ! Passer par un prestataire n'est pas forcément plus économique, car les charges de celui-ci sont aussi très élevées et doivent être reportées sur la facture...

[1] L'incompétence, la dégradation volontaire, la délation, la mécanisation et la recherche de bénéfices sont aussi des arguments en faveur du licenciement.
[2] Contrat à Durée Indéterminée.
[3] Ou la mort, c'est selon.

Une des trouvailles pour pallier au salaire des salariés a été de remplacer les salariés par des **esclaves**, puis plus contemporainement des **stagiaires**. Les deux proposent une main-d'œuvre remplaçable à l'envi, souvent réduite aux tâches les plus pénibles ou les plus ingrates, ou démunis de la reconnaissance qui leur est due, et ce sans débourser un centime. Le paradis pour tous les patrons !

Bien qu'aujourd'hui, il existe des administrations chargées d'assurer un revenu minimum[1] sous des conditions loin de faire l'unanimité[2], le travail pérenne est de moins en moins garanti, précarisant des professions, dissuadant l'entrepreneuriat en faveur du salariat voire du fonctionnariat, et déstabilisant l'équilibre entre l'offre et la demande, malgré la possibilité de suivre une formation continue.

Ainsi, on se retrouve avec :

- Des postes vacants

[1] En 2019, le *Revenu de Solidarité Active* est de 559 €, et le seul de pauvreté (60% du salaire médian) à 1102 €. Cherchez l'erreur...
[2] Selon son âge, sa situation conjugale, son régime d'assurance maladie (général ou agricole), sa nationalité, son statut de handicap...

- Des personnes ne voulant exercer que dans un certain corps de métier

- Des personnes obligées de déménager pour trouver un emploi dans leur branche

- Des personnes qui aimeraient exercer dans des cercles artistiques ou auprès de personnes dans le besoin

- Des personnes contraintes de voler pour subsister

- Des personnes ne pouvant travailler et s'occuper de leurs enfants en même temps, ou devant requérir les services d'une assistance maternelle

- Des personnes obligées de s'endetter pour créer leur entreprise, et mettre la clé au bout de quelques petites années sous le poids des charges

La liste peut être sans fin.

On se rend compte que le manque d'argent pèse au-dessus d'un grand nombre comme une

épée de Damoclès[1], et tout aussi nombreux sont ceux qui aimeraient avoir des *« problèmes de riches »* !

A côté de cela, les plus riches du monde, dont la fortune se compte en milliards d'euros[2], disposent d'entrées d'argent dans tellement de secteurs que n'importe quelle situation économique leur est favorable, même les pandémies[3] ou les conflits armés !

En économie, nous utilisons le **Coefficient de Gini** pour indiquer notamment la qualité de répartition de l'argent dans une population donnée, ce coefficient pouvant aller de 0 (égalité parfaite de la répartition) à 1 (une seule personne possède tout). En France en 2019, ce coefficient était de 0.289. Bien qu'il montre une faible inégalité de répartition, il ne permet pas de justifier la précarité, car **il n'y a pas de lien**

[1] Au V° siècle avant J.C., Denys l'Ancien, tyran de Syracuse, proposa au roi des orfèvres Damoclès de prendre sa place le temps d'une journée, celui-ci croyant que c'était une chance d'être un tyran. Sur le trône, ce dernier remarqua tardivement au-dessus de lui une épée tenue par un crin de cheval, pour mettre en avant que le pouvoir de tyran était synonyme de mort pouvant frapper à tout moment.

[2] Ou de n'importe quelle devise, d'ailleurs.

[3] Exemple : la CoViD-19 entre 2020 et 2021, a fait gagner plus de 230 milliards aux milliardaires français, soit 4 fois le budget des hôpitaux

**direct entre la répartition monétaire et le pouvoir d'achat**.

Enfin, on définit la valeur d'un pays par le **Produit Intérieur Brut**, qui montre la richesse produite par l'ensemble des personnes sur le territoire en une année, et ne tient pas compte du bénévolat et des circuits d'argents illégaux. En France, il est d'environ 35 000 €/habitant. Paradoxalement, près de 70% de la population française ne touche pas cette somme en salaire brut annuel, et plus de 80% ne disposent pas de cette réserve !

# Le paradoxe de l'argent

Comme vu précédemment, l'outil qui devait faciliter les échanges et mettre en relation les peuples a fini par les **diviser** sous le postulat que la quantité des possessions prévalait sur la qualité et l'équilibre des relations.

De plus, depuis les accords de *Bretton-Woods* en 1971, l'or n'est plus l'étalon de la monnaie en circulation, **virtualisant** totalement sa valeur. De ce fait, une pièce ou un billet vaut, hormis son coût de fabrication, autant qu'un chiffre dans un ordinateur.

Si l'on rajoute à cela la notion de **dette**, on se rend compte que tous les pays sont endettés, ce qui n'aide pas à faire en sorte que la population ne le soit pas. Si la solution de réinjecter de l'argent pour éponger les dettes n'est pas retenue, c'est que non seulement elle ne résout pas l'origine de l'endettement, mais elle risque de générer de trop grandes inflations pouvant amener à altérer la croissance et la maîtrise des prix.

Oh, la **croissance**... Cette notion née au lendemain de la Première Guerre Mondiale a fini

d'enfoncer le clou du modèle économique en obligeant les entreprises à développer un chiffre d'affaires supérieur d'une année sur l'autre. L'aberration est de chercher à toujours produire plus dans un monde aux ressources finies. Une exponentielle qui finira inéluctablement en asymptote[1], comme le comprendraient les lecteurs un peu matheux...

Enfin, nombreux sont ceux qui vivent sous la **pression de la précarité**. Les niveaux de pauvreté sont purement arbitraires, car 1€ n'a pas le même poids à Paris et à Aubenas. Même si l'on sait que l'argent n'est pas indispensable pour les besoins primaires, les autorités n'acceptent pas qu'une personne ne paye pas sa contribution à la société, préférant maintenir sa pauvreté que lui proposer un mode de vie alternatif. Ceux qui décident de se mettre à la marge sont en position d'illégalité, en plus d'être dénigrés par le reste de la population.

[1] Une *exponentielle* est une courbe qui tend vers l'infini (ex : $y = x^2$) ; une *asymptote* est une courbe qui tend vers une valeur finie (ex : $y = 1/x$, tend vers 0)

## Comment l'argent est devenu indispensable

Soyons honnêtes : il est possible de vivre sans argent. Cela impliquerait aussi vivre sans technologie, en mode *low-tech*[1], et en circuits courts. En effet, si l'argent est devenu une monnaie d'échange indispensable, c'est à cause du secteur de l'industrie, et de ses multiples partenaires :

- Extractions de matière première
- Transports
- Transformations
- Assemblages
- Distributions

Il est inconcevable de troquer entre partenaires avec des produits partiellement finis ou des pièces détachées ; en cela, l'argent est nécessaire. Ce qui n'est pas le cas dans les activités agricoles et artisanales, car il n'y a (quasiment) pas

[1] Par opposition avec la *high-tech*, pour haute technologie.

d'intermédiaires entre la matière première et le produit fini.

# La naissance d'un revenu de base

La notion de revenu universel n'est pas nouvelle, on en trouve les bases dès le XVI° siècle auprès des humanistes de la Renaissance. Plus récemment, le fondateur de l'École de Chicago Milton Friedman développe en 1962[1] sa théorie du revenu pour tous en proposant un revenu sous forme de crédit d'impôt négatif. Le philosophe américain John Rawls[2] estime qu'un gouvernement doit assurer un revenu social minimum en vue de parfaire l'égalité des chances. Encore avant, en 1960, Robert Theobald[3] considérait comme inatteignable l'objectif de plein-emploi, notamment à cause de l'automatisation de certaines professions. Ce dernier point aura droit à un chapitre.

En France, André Gorz et Michel Foucault plaident pour la décroissance, et un revenu d'autonomie permettrait de se libérer des critères souvent irréalistes des droits sociaux. En 1985,

---

[1] *Capitalisme et Liberté*, 1962
[2] *Théorie de la Justice,* 1971
[3] *The Rich and the Poor; a study of the economics of rising expectations*, 1959

deux économistes, Yoland Bresson et Henri Guitton fondent l'*Association pour l'Instauration d'un Revenu d'Existence*, pour promouvoir et faire valoir le revenu universel auprès des particuliers et des politiques.

Dans la littérature de science-fiction, l'on peut noter *La Nuit des Temps*, de René Barjavel, où le monde perdu depuis près d'un million d'années d'où sont issus les héros est exempt d'argent et de travail, des machines assurant la synthèse de tout ce qui est nécessaire. En contrepartie, tous les faits et gestes de la population sont enregistrés, ce qui à un moment donné ne jouera pas en la faveur de nos protagonistes.

Dans la série de science-fiction *Star Trek*, le contact des terriens avec les Vulcains[1], l'apport de leur technologie et la prise de conscience des menaces extraterrestres ont unifié l'ensemble du monde autour de la recherche et d'un progrès commun, rendant toute concurrence inutile, et donc l'argent obsolète en quelques siècles.

Dans le monde réel, l'idée continue à faire son chemin, mais se cantonne frileusement à une petite partie de la population ou à des petits

[1] Le 5 avril 2063. Voir l'épisode *Space Seed* de la première série.

revenus. Et parfois même les deux à la fois. Heureusement que certains font preuve de plus d'audace !

## La question du mérite

*« Tout salaire mérite travail »*
*— Yvon Gattaz, ancien président du patronat Français de 1981 à 1986.*

Toucher une rémunération sans contrepartie active est contradictoire avec l'éducation reçue depuis des siècles. Donc, à une tâche donnée correspond une rétribution méritée. Mais qu'est-ce que le **mérite** ?

Selon le dictionnaire, le mérite est ce qui rend une personne digne d'estime, de confiance. Au XII° siècle, ce terme était davantage synonyme de salaire ou de récompense. Dans le sens actuel, on note l'aspect très subjectif de la notion, et cela est un problème pour justifier de la manière la plus objective si un mérite, une confiance ou une certaine qualité de rétribution, doit être accordée à un individu ou non.

Car on voit deux notions s'affronter : la **compétence** et la **reconnaissance**. La compétence est mesurée par des examens où l'on doit fournir le résultat escompté, elle est de nature factuelle même si elle pousse souvent à la triche. La reconnaissance est plus subtile, et souvent l'objet d'une manipulation de la part du potentiel méritant pour s'octroyer les faveurs des examinateurs.

Au niveau salarial, le **mérite minimal** est défini par le SMIC, le salaire horaire minimum en-dessous duquel toute rétribution est considérée illégale. Sur le plan supérieur, l'on a défini des échelons qui plafonnent le revenu des salariés non-cadres. Enfin, pour les cadres qui n'ont pas de base de travail horaire structurée, le plafond est inexistant, et peut atteindre des sommes où l'on se demande si c'est clairement mérité...

Plusieurs facteurs peuvent amener à un salaire élevé :

- Le niveau de responsabilité
- La rareté de la spécialisation

- Le risque[1] encouru par la profession envers sa propre personne
- Le rôle salvateur de la profession
- L'illégalité de la profession
- Les affinités avec la direction
- La gestion des notes de frais
- Le chantage
- Le détournement d'argent

Intégrons désormais le postulat d'un revenu universel. On peut tout aussi s'insurger que certaines personnes ne le mériteraient pas :

- Les salariés et entrepreneurs au revenu élevé
- Les millionnaires et milliardaires

[1] Qu'il s'agisse de risque en lien avec l'insalubrité ou la sécurité de sa propre personne, l'on se rend bien compte que le salaire est loin d'être proportionnel. On a ici le parfait exemple d'un mérite mal reconnu.

- Les rentiers
- Les profiteurs du système[1]
- Les immigrés
- Les réfugiés
- Les ressortissants nationaux à l'étranger
- Les ressortissants étrangers dans le pays

Il y en a certainement d'autres, il suffirait de faire un sondage à réponse libre pour voir cette liste exploser en exhaustivité ! Cela démontre à quel point la notion de mérite est purement personnelle et subjective, et que la justifier revient à faire comprendre ce qu'est la lumière à un aveugle.

Ainsi n'a-t-on que deux approches possibles :

[1] Profiter du système n'est que la résultante de la conception même dudit système.

1. Dire que t**out le monde mérite** ce revenu, du fait de son universalité de son inconditionnalité

2. Dire que **le mérite n'a aucunement sa place** dans cette réflexion.

## Quelques cas concrets

Plusieurs expérimentations ont été mises en place à travers le monde, à l'échelle de villes ou de provinces. Voici celles qui sont toujours en cours ou qui ont été mises en place sur plusieurs années :

- **Dauphin** (Canada) : entre 1974 et 1979, compensation salariale soutenue par le Programme Mincome

- **Alaska** (USA) : depuis 1982, la population de plus de 5 ans touche une rente en lien avec la production

pétrolière et gazière[1] (*Alaska Permanent Fund*)

- **Ouest Kenya** : depuis 2017, une ONG teste le revenu de base dans des villages défavorisés.

- **Quantinga Velho** (Brésil) : depuis 2008, la population du village touche de manière inconditionnelle 4.4% du salaire minimum.

- **Singapour** : depuis 2011, les adultes touchent tous un revenu de base.

- **Macao** : depuis 2008, mise en place d'un mécanisme de répartition de la richesse à tous les résidents.

- **Iran** : depuis 2010, sert à remplacer les subventions sur l'essence, l'électricité et certains produits alimentaires, à hauteur de $40 par personne et par mois, enfants compris.

[1] L'éthique et l'écologie sont discutables, mais ce n'est pas le propos.

De nombreuses autres expérimentations ont eu lieu, soit sur des périodes très courtes (entre 6 mois et un an), soit sur une tranche très restreinte de la population (quelques centaines d'individus triés sur le volet), comme en Finlande en 2017 ou en Aquitaine en 2021.

## Du côté des monnaies décentralisées

Un des axes préférés pour se défaire de l'emprise bancaire est la **décentralisation monétaire,** à savoir chacun gère son propre portefeuille. A l'heure actuelle, deux d'entre elles font figure de proue : une par le biais d'un carnet, l'autre totalement dématérialisée.

### Le J.E.U.

En 1992, Daniel Fargeas crée le **Jardin d'Échanges Universel** (JEU), un système d'échanges de biens et de services autour d'une monnaie basée sur le temps, unité qu'il considère comme inaltérable (une minute vaudra toujours une minute). La gestion se fait *via* un carnet de

transactions et les échanges sont payés en points JEU, un point équivalant à une minute de temps.

- Tout le monde part avec un solde de zéro ; de ce fait, la somme théorique[1] de tous les soldes de tous les membres vaut zéro

- Le fait de donner des points solde la transaction sans devoir procéder à un échange retour (A rend service à B, B paye A en points JEU, fin de l'échange)

- Les soldes négatifs ne sont ni des découverts ni des endettements

- L'idée est de trouver un équilibre entre services rendus et services utilisés pour conserver un solde autour de 0

- A terme, il est bien plus aisé de se passer du carnet pour être dans le don pur et simple.

[1] Théorique, car il faut compter avec ceux qui perdent leur carnet, ceux qui décèdent et ceux qui sortent du circuit.

Cette méthode fait de plus en plus d'adeptes en France et les départements d'outre-mer, notamment depuis le début des confinements liés à la pandémie de coronavirus en 2020. Étant créateur du site fédérateur international du JEU[1], et en relation directe avec les principaux facilitateurs, j'ai pu vivre en direct cette expansion.

Davantage connu, le **Système d'Échange Local** (SEL), basé sur le JEU, reprend les mêmes rouages avec deux différences majeures :

1. Chaque SEL est géré par une association, ce qui implique une cotisation financière « traditionnelle » en plus des échanges en monnaie décentralisée

2. Chaque SEL a sa propre monnaie, incompatible entre SELs

[1] https://j-e-u.org

## La June

Depuis 2017, une cryptomonnaie appelée la **June** (notée Ğ1[1]) a pour mécanisme la création monétaire selon les principes de la *Théorie Relative de la Monnaie*[2]. Elle crée de la monnaie en continu et assure, pour ses utilisateurs certifiés[3], un dividende journalier de 1 Ğ1. Ce dividende est invariant, et la masse monétaire est recalculée tous les 6 mois selon l'évolution du nombre de membres et un coefficient de croissance annuelle autour de 10%. Cette masse monétaire par membre augmente de manière rapide, passant de 59 Ğ1 en 2017 à près de 9000 fin 2021. Selon Wikipédia :

*« Quand l'activité est neutre (les dépenses = les recettes), la moyenne [de la masse masse monétaire divisée par le nombre de membres] est atteinte en 40 ans. »*

[1] Je n'ai pas trouvé le raccourci clavier pour faire le G majuscule avec un accent circonflexe inversé issu de l'alphabet grec que l'on appelle une *brève* (code ASCII U-011E), alors j'ai fait un copier-coller depuis Wikipédia...

[2] Théorie à la base de la conception de la monnaie libre.

[3] Par le mécanisme de la *blockchain*, un dispositif de traçabilité basé sur vérification régulière et la confiance des données qu'elle possède.

Qu'est-ce que cela donnera dans 35 ans ? Tous les membres seront-ils multi-millionnaires en Ğ1 ? Et qu'est-ce que cela leur apportera ?

Les points qui me déplaisent dans cette approche :

1. C'est une **cryptomonnaie**, ce qui signifie que les vérifications des transactions sont énergivores et pas du tout écologiques (c'est le même principe que le minage des *Bitcoins*), nécessitant des ressources technologiques monumentales pour en assurer le fonctionnement.

2. Elle est **dématérialisée**, et nécessite donc d'avoir au minimum un smartphone ou un ordinateur pour devoir la gérer et effectuer des transactions.

3. Elle utilise un **coefficient de croissance** annuelle, ce qui maintient l'idée d'une économie de croissance et un mécanisme d'inflation régulière.

4. Elle donne l'**illusion de richesse** alors qu'elle se base sur des portions

de répartition de masse monétaire. Dans 30 ans, avoir 1 million de Ğ1 permettra-t-il probablement de ne pouvoir s'acheter qu'une baguette de pain ?

5. Elle est **statique**, et ne favorise pas les échanges commerciaux ; en cela elle ne diffère pas d'un compte d'épargne qui se remplit à l'infini.

# La mise en place à l'échelle d'un pays

Comme on peut le voir, soit l'échelle d'application est restreinte, soit le montant appliqué à grande échelle l'est. La question est : est-il possible de mettre en place un revenu inconditionnel viable à l'échelle d'un pays ?

La réponse est oui, mais à des prix que tout le monde ne voudra pas payer...

## Repenser les circuits d'argent

Le problème majeur de tout modèle économique n'est pas la quantité d'argent, mais sa circulation, et surtout sa non-circulation. Cela revient à savoir de quelle poche à quelle poche l'argent se déplace, jusqu'à arriver dans une poche de laquelle il ne bougera plus.

On pourrait faire le circuit complet de l'euro qui sert à payer une baguette de pain :

- Fournisseurs de matière première (farine, sel, beurre, levure, lait, etc.)
- Fournisseurs énergétiques (électricité, eau, gaz)
- Usure du matériel et des locaux
- Loyer
- Assurances
- Salaire du boulanger
    - Charges patronales
    - Charges salariales
    - Frais personnels (véhicule, loyer, taxes, impôts, alimentation, énergie, etc.)
- Charges foncières, impôt sur le revenu

Et croyez-moi, ça en fait des baguettes à vendre !

Ma proposition pour tout simplifier tient en 2 points.

## Électroniser la monnaie d'échange et prélever sur les transactions

Pour mettre en place un dispositif de réversion simple, autant tout électroniser : cela permet d'éviter les oublis et les fraudes dans les déclarations.

Ainsi, à chaque fois que vous paierez votre baguette 1€, il y aura 80% qui partira dans une caisse d'État dédiée au revenu conditionnel. Les 20% restants assureront le reste : assurances, complément de salaire, loyer, etc.

L'utilisation d'une cryptomonnaie électronique basée sur des certificats de confiance, en lieu et place des traditionnels comptes bancaires et cartes de crédit, aura certes une

meilleure viabilité et sécurité, mais aura un impact monumental, au vu du matériel informatique nécessaire pour établir les vérifications des transactions, qui pourront aisément se compter en milliards par mois. Cela sera trop lourd de conséquences sur le plan énergétique, industriel et écologique. Pour pallier ces inconvénients, une refonte du modèle de confiance par certification électronique serait à envisager.

J'ai abordé un aspect très technique de la monnaie électronique, ne vous en faites pas de ne pas avoir tout compris. Ce qu'il faut retenir, c'est que les meilleures alternatives à la carte bleue et au virement bancaires sont pour l'heure des gouffres énergétiques, et sont incapables d'assurer la quantité de transactions qui sont produites par les cartes bancaires.

## Supprimer toutes les aides et taxes

En assurant un minima inconditionnel, la majorité des les taxes et aides tombent en désuétude :

- RSA, allocation chômage

- Aides de la CAF
- Bourses d'étude
- Taxes d'habitation, foncière, redevances, etc.

Point important : **le revenu de base doit être non imposable**, à la différence du complément de salaire (40%). Pour un salaire de 1200 € :

- Un revenu de base à 1000€, non imposable et versé par l'État
- 333 € à verser de la part de l'employeur
    - 133 pour la caisse de réversion
    - 200 pour le salarié

## Repenser l'économie dynamiquement

Il est une réalité que de nombreux économistes occultent :

*Un argent dormant est un argent mort.*

Cela signifie que l'épargne a pour conséquence de tuer l'économie en réduisant la quantité d'argent en circulation, et en impactant les prix de vente et le pouvoir d'achat. Bien que certains organismes bancaires proposent une épargne servant de fond d'investissements dans différents projets en vue de rapporter de l'argent au détenteur du compte d'épargne, cela reste assez aléatoire et risqué, vu que dans l'absolu les fonds restent toujours présents sur ce dernier.

Ma proposition tient en 4 points.

## Plafonner les comptes bancaires

En 2013, Chypre a décidé, pour redresser son économie, de ponctionner les comptes bancaires de plus de 100 000 €. Cette initiative[1], qui en a fait pleurer plus d'un, a permis de renflouer les caisses de l'État de plus de 10 milliards d'Euros.

Le plafonnement bancaire permettrait de limiter par personne la quantité d'argent dormant. Idéalement, elle ne devrait pas dépasser le PIB, soit autour de 30 000 €.

## Interdire les comptes off-shore

Comme je le disais, les solutions de mise en place d'un revenu universel seront vues d'un mauvais œil de la part des grandes fortunes. Non seulement l'argent ne devra pas rester en dormance, mais il devra en plus rester au maximum sur le territoire. Et encore moins dormir en-dehors de celui-ci !

[1] Ce plan aurait pu faire école, mais l'Europe a considéré cette action comme un cas particulier du fait que les banques chypriotes n'étaient plus solvables.

## Favoriser les prêts à taux zéro

Faire des prêts à taux zéro revient à l'identique que d'épargner sur la même durée. Entre temps, l'argent aura tourné pendant plusieurs années au lieu de dormir sagement dans une tirelire. Évidemment, et comme le conseillent les banquiers :

*« Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager ! »*

Car qui dit prêt à taux zéro, dit aussi endettement et remboursement. De ce fait, les règles relatives au cumul de crédits s'appliqueront pour préserver l'usager d'une déconvenue : avoir un revenu ne veut pas dire devoir le dépenser à tout va et ne plus pouvoir se nourrir...

## Reconcevoir l'Économie d'État

D'après vous, combien d'argent est-il nécessaire pour assurer un revenu universel ? Si on place le postulat de 1000 € par mois pour 65 millions d'habitants, nombreux diraient qu'il

faudrait 65 x 1000 x 12 = **780 milliards** d'euros pour une année.

*MAUVAISE REPONSE !*

Pourquoi multiplier par 12, sachant qu'une très grande partie reviendra dans les mêmes caisses à chaque transaction ? Prenons sans marge, *a minima*, et il ne faudrait que 65 x 1000, soit **65 milliards** à disposition. On ne peut même pas parler de budget non plus, étant donné que, comme je l'ai déjà dit, l'argent revient à sa source. La seule chose qui sera à budgétiser sera le différentiel d'un mois sur l'autre :

- Ce qui n'aura pas été dépensé par le citoyen

- Ce qui aura été dépensé à l'étranger

En incluant également ce qui aura été dépensé par les étrangers chez nous.

# Repenser l'accès à une activité professionnelle

L'accès au travail salarié ou libéral se retrouve énormément simplifiée, car chaque citoyen devient un auto-entrepreneur. Explications.

## Libéralisme

Créer une entreprise en France aujourd'hui est très simple : une simple formalité auprès de l'URSSAF[1] et l'on reçoit sous 15 jours un numéro de SIREN[2] et de SIRET[3] par le biais de l'INSEE[4]. CQFD[5].

Ceci est la première étape, qui s'effectue les doigts dans le nez et les mains dans les poches.

[1] Union de Recouvrement pour la Sécurité Sociales et des Allocations Familiales
[2] Système Informatique pour le Répertoire des ENtreprises (code à 9 chiffres valable nationalement)
[3] Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises sur le Territoire (code à 14 chiffres définissant une adresse spécifique d'une entité d'une entreprise). Par exemple, l'enseigne Carrefour a un SIREN, et chaque magasin un SIRET.
[4] Institut National de la Statistique et des Études Économiques
[5] Ce Qu'il Fallait Démontrer

Car une entreprise, c'est :

- Un emprunt pour démarrer ou s'agrandir
- Une clientèle (pour les rentrées d'argent et payer tout ce qui suit)
- Un loyer
- Des charges (assurance, électricité, etc.)
- Des charges fiscales

Pour payer ces charges, il est primordial d'attirer la clientèle, car elles seront à débourser quel que soit le chiffre d'affaires. Cela demande du temps et de l'investissement personnel pour la promotion de sa propre activité. Nombreuses sont les entreprises qui mettent la clé sous la porte à la fin de la première année, une fois l'exonération de charges passée, car elles savent pertinemment que leur activité n'a pas suffisamment décollé pour pouvoir payer ce qu'elles doivent payer.

Oui, j'emploie beaucoup le mot « payer » car au final, une entreprise se résume à cela,

indépendamment de son activité ou de son chiffre d'affaires. Ceci dit, nous sommes dans le cas traditionnel où le créateur d'entreprise n'a pas d'autre entrée d'argent que la vente des biens ou services qu'il propose.

Mais si celui-ci vient à avoir un revenu de base, il peut assurer *a minima* une partie des charges, ne pas forcément avoir besoin d'un emprunt, et ne pas se demander s'il aura suffisamment pour manger à la fin du mois. Il aurai ainsi bien moins d'obligations financières pour préserver son entreprise, et pourra librement créer, fermer, et commencer n'importe quelle activité.

*Point notable* : à l'heure actuelle, le SIREN est en lien avec une nature d'activité donnée. Il sera important de le laisser ouvert à toute activité assurant un revenu complémentaire quel qu'il soit, dans le cadre de la légalité. Et pourquoi pas de le remplacer par le numéro de Sécurité Sociale, pour simplifier encore plus la procédure ?

## Salariat

Le fait d'obtenir un revenu de manière inconditionnel, et d'attribuer un numéro de SIREN à chaque individu[1], peut aisément transformer le statut de salarié à celui de prestataire. Ainsi, l'embauche devient une facture, dont le montant est à convenir entre les peux parties.

Les procédures sont simplifiées à l'extrême, et le paiement de la prestation se verra prélevé de 40% pour financer le revenu de base.

## La question du montant

La question qui divise les économistes est celle-ci :

*« Quel montant allouer ? »*

Nombreux sont ceux qui valident le fait que donner l'équivalent d'un SMIC à une personne

[1] Qui peut être le numéro de sécurité sociale, comme mentionné précédemment.

non active[1] ne la pousserait pas à aller travailler. Car ils sont encore dans le mode de pensée argent = travail, et n'arrivent pas à concevoir un nouveau modèle économique. Leur théorie conclut qu'un revenu entre **550 €** et **750 €** serait un bon compromis, à peine plus qu'un RSA et bien en-dessous du seuil de pauvreté, soit dit en passant.

Le problème, c'est qu'il existe de nombreuses situations où l'on ne peut trouver un travail sur le court terme :

- Création, reprise d'entreprise
- Maladie, accident, dépression
- Détention
- Formation, études, réorientation
- Déclin du secteur d'activité
- Rapprochement de conjoint, déménagement
- Gestion des enfants

[1] Formule polie pour ne pas la qualifier de *passive*, bien que cela reste péjoratif et dégradant.

- Problèmes juridiques ou judiciaires

Et j'en passe.

L'autre point que les économistes ignorent : **tout citoyen est un consommateur**. De ce fait, il contribue, même sans exercer d'activité professionnelle, à faire vivre d'autres entreprises, dont les charges assurent son revenu.

Un autre point non négligeable : la recherche d'un complément de ce revenu risque de pousser ou de maintenir certains dans l'**illégalité** : vol, recel, trafic, mendicité, squat, etc. Au final, ce n'est pas une solution qui peut encourager à envisager des voies plus sages et bienveillantes.

Enfin, même si la tendance est de travailler moins pour avoir plus de temps pour soi, l'on oublie que **le temps pour soi peut aussi amener à consommer** : sorties, tourisme, activités créatives, bricolage, etc. Et donc qui nécessitent de l'argent.

## La limite de l'universalité

Le revenu universel sera-t-il réellement universel[1] ? Qui pourra réellement y prétendre ? Cela pose de sérieuses questions sur la notion même de l'étendue du pouvoir national sur la population présente sur le territoire et extraterritoriale. Ainsi, peut-on la reverser :

- Aux personnes n'ayant pas la nationalité mais disposant d'un droit de séjour ou de travail ?
- Aux ressortissants à l'étranger ?
- Aux réfugiés ?
- Aux détenus condamnés à perpétuité ?
- Aux personnes disparues ?
- En cas de prise de pouvoir par un autre pays ?

[1] C'est une extension du chapitre sur le caractère méritoire du revenu de base.

Je me permets délibérément de poser les questions qui peuvent sembler les plus absurdes, car un jour où l'autre, quelqu'un se les posera ou la situation se présentera. Le cadre de la Loi évolue au cas par cas, car il est impossible de concevoir l'intégralité des cas de figures, surtout quand de nombreux contextes évoluent.

# Les conséquences de la mise en place

Avez-vous remarqué que la majorité des troubles sociaux et sociétaux sont en lien avec l'argent ?

- Vol
- Déséquilibre des charges sociales
- Baisse du pouvoir d'achat
- Travail alimentaire
- Négligences sur sa santé
- Squat
- Escroquerie
- Arnaque
- Corruption
- Malnutrition

- Sans domiciliation
- Mendicité
- Pression familiale
- Tensions pendant les repas de famille

Il ne faut pas se voiler la face : le revenu universel n'a pas pour but de sauver le monde, mais tout du moins de permettre à ceux qui veulent un minimum de vie décente de l'obtenir.

Que l'on soit un étudiant devant payer son loyer, un artiste voulant terminer un travail artistique ou effectuer une tournée de représentations, ou bien quelqu'un désirant prendre soin d'un parent proche, la question de la subsistance ne se posera plus ! Et la liste des avantages ne s'arrête pas là :

- Liberté d'entreprise sans obligation de résultat
- Liberté de bénévolat
- Simplification du salariat, abolition des stages

- Liberté de rompre son contrat sans crainte d'un délai de carence

- Liberté de s'occuper de ses enfants

- Liberté de choisir la charge quotidienne de son activité professionnelle

- Liberté de ne plus avoir besoin de voler pour se nourrir

- Liberté de pouvoir se faire soigner

D'un autre côté, ceux qui espèrent ne pas s'arrêter à un SMIC sans pour autant contribuer socialement continueront leurs méfaits. Il restera toujours une minorité qui cherchera à chercher profit au détriment des autres.

Au niveau tarifaire, il est fort possible que l'artisanat supplante l'industrie, car les artisans, selon leurs besoins, pourront choisir de ne faire payer en grande partie que la matière première. De la même manière, les producteurs agricoles ne se poseront plus la question de devoir vendre à perte en vue de faire face à la concurrence et à la pression des industries agroalimentaires.

## La législation

Légiférer sur une telle réforme sera un casse-tête, j'en conviens. Il faut tenir compte de nombreux aspects :

- Constitutionnel
- Scolaire
- Gestion des entreprises
- Fiscalité
- Finance
- Droit du travail
- Bancaire
- Monétique

Et assurer les formations individuelles, collectives, professionnelles, politiques autour de ces nouvelles règles.

De mon point de vue, il faut au minimum un quinquennat complet pour mettre tout cela en

place, avec une grosse phase de transition sur au moins deux années. Je reste optimiste. Pour ce qui est de la mentalité des gens, il faut tabler sur au bas mot deux générations révolues pour que cela soit intégré pleinement, soit une cinquantaine d'années.

## Le secteur de l'industrie et la relation au travail en général

Que deviendra le secteur sur lequel parient depuis 150 ans nos dirigeants pour se comparer en terme de performance économique ? Étant donné qu'il n'existera plus de job « alimentaire », il restera de moins en moins d'individus susceptibles de choisir délibérément de travailler à la chaîne pour une paye minimale. Cependant, il faut tenir compte du fait que la relation au travail va changer, et de ce fait, probablement tout un pan de la société.

Bien que l'on aura de moins en moins besoin de l'industrie, elle restera nécessaire pour quelques technologies de pointe, comme des composants électronique, l'optique de précision, et, ne nous voilons pas la face, l'armement. Ainsi, au lieu

d'entretenir une pensée carriériste, peut-on voir se développer une **pensée projective**, basée sur des projets où les postes ne seront à pourvoir que le temps dudit projet. Une sorte d'intérim collaboratif. Cette notion de projets permettra à tout un chacun de se diversifier dans ses compétences et expériences, tout en étant certain de contribuer à quelque chose d'utile. Elle peut être instaurée dès le collège, en alternant culture générale et découverte d'entreprises, et au lycée avec un « service civique » obligatoire.

Cela pourra responsabiliser les plus jeunes sur la réalité des métiers, leur pénibilité, mais aussi leur nécessité, sans devoir les pratiquer sur des décennies.

## Une fausse perte d'innovation

La concurrence est l'un des piliers majeurs de l'innovation, sur le plan industriel, apportant par la même d'autres concepts peu en faveur des consommateurs, comme l'obsolescence et l'incompatibilité entre produits concurrents.

Pourtant, à n'en pas douter, l'oisiveté[1] est également un moteur actif à l'inventivité, l'Humain cherchant par nature à en faire le moins ou le plus vite possible. En laissant la part belle à la créativité générale plutôt qu'au désir de fortune de quelques-uns, de nombreuses innovations pourront voir le jour, que cela soit à des échelles individuelles ou planétaires.

## Les échanges internationaux

Qui dit échanges internationaux, dit sortie d'argent. Mais dit aussi rentrées. Le système peut rester viable tant que l'équilibre entre les imports et les exports est maintenu, voire d'une façon optimiste lorsque l'entrée d'argent dépasse la sortie, pour ne pas défavoriser la quantité d'argent en circulation.

Le conflit récent entre l'Ukraine et la Russie en cette année 2022 a pointé du doigt les dépendances qu'un pays peut avoir en terme de ressources de la part d'autres pays : qu'il s'agisse du gaz, des céréales ou des composants

[1] *Éloge de l'oisiveté*, Bertrand Russell, 1932

électroniques, la simplification du style de vie et la liberté d'entreprise permettra d'augmenter l'autonomie sur un grand nombre de plans.

Un autre paradigme à tenir compte serait une extension du modèle de revenu universel dans d'autres pays. Cela limiterait encore plus les échanges, étant donné qu'ils tendraient vers une plus grande autonomie. L'import pourrait devenir un marché de luxe, au détriment de certains produits facilitant l'accès à la connaissance et à la communication...

## La cotation en bourse

Les devises, ne l'oublions pas, ont certes leur valeur à l'intérieur d'un pays, mais aussi et surtout un taux de conversion envers les autres devises. Ce taux est garant de certains échanges, les pays les plus riches achetant aux pays les plus pauvres (mais dont les patrons et actionnaires sont souvent membres des pays les plus riches).

## L'indépendance envers l'État

Si le mouvement des *Gilets Jaunes* de 2018 a pointé du doigt un problème, c'est bien celui de la dépendance idéologique de la population envers son État. Paradoxalement, il y a assez peu de ferveur patriotique dans notre pays, comme si seul l'État lui était redevable et pas le contraire...

L'autonomie financière permettra, je l'espère, ce sevrage où bébé pourra manger sans l'aide de papa ou de maman. Cela ne veut pas dire que papa et maman seront inutiles, mais chacun conservera son rôle, et celui de l'État n'est clairement pas d'apporter des solutions ponctuelles à des considérations individuelles. Il y a problématique de pouvoir d'achat uniquement quand les personnes veulent à tout prix concilier un certain niveau de vie avec un moindre niveau de revenu financier. Comme si tout acquis est nécessairement dû et irréfragable[1]. Je souhaite, par

[1] Qu'on ne peut remettre en question. On trouve parfois ce terme dans les mots fléchés... Et je vous rembourse le livre si vous arrivez à le replacer dans une conversation !

cette réforme, que le gouvernement se tienne uniquement à ses fonctions régaliennes[1] :

- assurer la sécurité extérieure par la diplomatie et la défense du territoire
- assurer la sécurité intérieure et le maintien de l'ordre public avec, notamment, des forces de police
- définir le droit et rendre la justice

Avec cette autonomie et cette baisse de pression budgétaire dans la population, il y a fort à parier que les personnes pourront prendre en partie leur responsabilité dans leurs propres problématiques. Croisons les doigts !

## Un pas vers le don et l'abolition de l'argent ?

Supposons que le système est mis en place et bien rôdé, les agriculteurs n'ont plus besoin de vendre leurs productions car ils n'ont aucun

[1] Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776

investissement, et les artisans ne demandent que de payer la matière première. L'industrie perd de la vitesse et reste le dernier bastion pour lequel l'argent semble indispensable. Son déclin total ne risque pas trop d'arriver, car certains secteurs comme la médecine ou l'extraction de matières premières (comme les métaux) restent encore fortement dépendants de ce secteur d'activité.

# Les freins à la mise en place d'un revenu universel

Tout le monde ne voit pas d'un bon œil le revenu universel et les conditions de mise en place. En premier lieu, les **milliardaires**, et la perte possible de leur suprématie. En second lieu, les **politiques** qui ne pourront plus faire pression sur la population en conservant une partie d'entre elle sous un seuil de pauvreté pour laisser une image permanente de dissuasion. Enfin, en troisième lieu, une partie de la **population** jurant que cela engendrera un ramassis de fainéants à faire culpabiliser.

## Un changement profond de mentalité

Pour commencer, et éviter ce troisième lieu, il est important de préparer la population à ce changement fondamental de paradigme :

- La compétition ne sera plus le vecteur de la performance

- Un bon travail ne sera plus plus le garant indispensable d'une bonne retraite

- Ne pas exercer une profession en lien avec la production de biens ou de services n'est plus un gouffre économique (les artistes, les fonctionnaires du secteur public et les retraités savent de quoi je parle) car de leur nombre ne dépendra plus la ponction de charges

Ainsi sera-t-il important de déployer un vaste programme d'information de la population et de refonte du modèle d'enseignement public et privé.

## Le maintien de l'argent sur le territoire

Enfin, pour ceux pour qui la fortune fiduciaire est plus importante que la considération humaine ou planétaire, la plus grande difficulté est d'arriver à faire en sorte que l'argent sorte le moins possible du territoire, pour éviter le recours à la création monétaire intensive et à l'inflation.

Pourtant, les raisons de faire sortir son argent du pays sont nombreuses :

- Maintien d'un certain niveau de richesse ⇨ **expatriation**

- Augmentation des bénéfices de production ⇨ **délocalisation**

- Obtenir des faveurs et passe-droits gouvernementaux ⇨ **pots-de-vin**

Et les méthodes tout aussi variées :

- Augmentation de l'import de marchandises, ou réduction de l'export ⇨ **déficit de la balance commerciale**

- Achat d'objets de valeur étrangers (art, antiquités) ⇨ **capitalisation, blanchiment d'argent**

- Achat immobilier ou d'entreprises à l'étranger ⇨ **comptes *offshore***

De facto, empêcher, ou à défaut limiter, ce genre de magouille reste un casse-tête dans un contexte de mondialisation partielle, car tout n'est

pas mondialisé, comme les règles de gouvernance ou la gestion de la fiscalité.

## D'autres formes de fraudes

Comme je l'ai déjà mentionné, il restera une partie de la population qui cherchera à tout prix à tirer un maximum profit du système, que ce soit par suprématie, par anomie[1] ou par sentiment que l'État nous le doit. L'électronisation généralisée des transactions pourra pousser certaines personnes malveillantes à chercher à détourner la réversion à l'État pour leur intérêt personnel :

- Piratage, *hacking*
- Fausses déclarations d'enfants
- Comptes bancaires externes non déclarés
- Investissement massif dans l'immobilier

[1] Action de renverser l'ordre établi, souvent confondu avec l'*anarchie* (l'ordre établi étant très souvent hiérarchique)

- Création de monnaies alternatives non taxées

Et la créativité n'a pas de limites !

# Les alternatives au revenu universel

Le revenu universel est une excellente solution, à partir du moment où il devient un droit humain inaliénable. Cependant, il faudrait commencer par faire respecter les premiers droits inscrits dans la Déclaration Universelle de 1948. De ce fait, et comme il n'existe aucun organisme à même d'obliger un gouvernement à poser telle ou telle action, ou recevoir telle ou telle sanction, ceux-ci resteront libres d'appliquer les méthodes qui leur tirent le plus grand bénéfice.

De ce constat, serait-il intéressant de réfléchir sur des solutions alternatives. Comme toute solution, il existera toujours au moins une communauté pour qui elle ne conviendra pas.

## Le plein-emploi ?

Parmi les idées[1] les plus utopiques que l'on peut entendre, c'est celle où l'intégralité de la population en âge d'exercer un métier, soit toutes les personnes entre 15 et 64 ans, exerce effectivement un métier, ou dit autrement un **monde sans chômage**.

Cette magnifique théorie, que l'on retrouve notamment en analyse néoclassique et dans les travaux de John Maynard Keynes[2], aborde cette idée sous les angles des différents chômages possibles, car on ne peut comprendre le plein emploi sans comprendre les chômages **:**

- **chômage frictionnel** : inhérent au temps nécessaire entre deux missions, emplois ou après les études, inévitable

- **chômage classique** : la personne ne peut trouver de travail car l'employeur ne peut pas la payer au minimum requis

[1] Sénat, rapport d'information n° 345 de Joël Bourdin, publié le 30 mai 2001

[2] *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936

- **chômage keynesien** : l'offre d'emploi est inférieure à la demande, en lien avec la conjoncture

- **chômage volontaire** : la personne choisit de ne pas travailler car le gain financier potentiel est jugé trop faible

Bien que l'idée d'un monde sans chômage traîne dans les écrits depuis bien avant le marxisme, plusieurs points empêchent la réalisation du plein-emploi, que ce soit dans sa mise en place ou dans son maintien :

1. Le nombre de postes pour chaque formation n'est pas en adéquation avec le marché de l'emploi, très fluctuant avec le temps, créant inexorablement des **déséquilibres entre l'offre et la demande** (à défaut ou en excès)

2. La multiplicité des raisons pour lesquelles les personnes sont **non-actives** (chômage frictionnel, chômage volontaire, maladie, handicap, détention, études longues, expatriation, etc.) et la manière dont

les institutions les intègrent dans leurs statistiques

3. La notion de plein-emploi ne concerne que les emplois à **temps plein**[1]

4. Le plein-emploi ne garantit nullement un quelconque **pouvoir d'achat**, bien que l'on puisse supposer que le PIB augmentera avec la production de par le recrutement

5. Chaque personne finissant un contrat doit pouvoir **retrouver un autre emploi**, et ce indépendamment de la conjoncture ou de sa compétence

6. L'État doit modifier et privilégier sa **politique d'investissements**, en vue du développement d'activités et de projets

7. Le plein-emploi, s'il était atteint, mettrait le **pays en difficulté** sur plusieurs plans : gel de l'inflation à court terme, développement

[1] Les RTT (réductions du temps de travail) vont d'ailleurs à l'encontre de la définition

économique autarcique, rigidité du marché, exhaustivité des formations et des métiers, emploi d'étrangers compliquée, « *fuite des cerveaux* »...

Les solutions proposées dans le rapport de Joël Bourdin passent par une conditionnalité du statut de chômeur : limites dans le montant et la durée de l'aide à la recherche d'emploi[1], avec la certitude qu'une *deadline* incite à se donner quelques coups de pieds aux fesses pour retrouver un emploi juste avant son échéance, à condition d'avoir un minimum de prérequis pour être rapidement viable sur le marché de l'emploi (comme un certain niveau d'études), en clair que l'on n'ait aucune difficulté à retrouver un emploi sur un très court terme, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

Ainsi, le revenu universel transformerait-il chaque citoyen, selon cette théorie, en « chômeur volontaire à vie » ? En tous cas, il y a vingt ans, c'est ce point de vue qui prédominait.

[1] Effectif encore ce jour ; il réside toujours des cases dans lesquels cette aide est inexistante, comme une démission non légitime, l'âge de la retraite, la possibilité de percevoir la retraite à taux plein, un statut d'expatrié, une inaptitude physique ou psychologique au travail

## Un coefficient de Gini à 0 ?

Et si l'on prenait la somme de toute la fortune du pays (comptes bancaires, épargnes, liquidités) et qu'on la divisait avec le nombre de ses habitants ? Tout le monde aurait la même fortune. Serait-ce une solution ?

Selon certaines études, la réponse est non. En tous cas, pas dans le système actuel. Un lissage des ressources financières amènera, un moment ou à un autre, à devoir quémander pour réaliser des gros travaux ou assurer les salaires et rentes des non-productifs (fonctionnaires et retraités).

Dans le cas de la mise en place d'un revenu de base, allier plafonnement des comptes bancaires avec le lissage desdits comptes verrait environ 30% de la population renflouer les tirelires des 70% restants.

## Un coefficient de Gini à 1 ?

Posons carrément la question inverse : et si une seule personne[1] possédait tout ? Il lui serait

[1] Ou institution

aisé d'assurer subsistance et « argent de poche » à tout le monde, de financer les travaux, etc. Alors, où serait l'anguille ?

Sous la roche, bien évidemment : son hégémonie lui ferait placer ses propres intérêts en priorité, et la population serait totalement dépendante d'elle pour les besoins primaires... Ce serait une forme de dictature communiste !

## Les monnaies locales ?

Partant d'une bonne intention, la monnaie locale a pour vocation première de favoriser la consommation, comme son nom l'indique, locale. Cependant, elle ne peut se substituer totalement à la monnaie nationale, car elle n'est pas reconnue et acceptée pour les prestations administratives ni par toutes les enseignes. De plus, cela oblige à gérer une comptabilité double, ce qui n'est pas sans faire rager les commerçants.

Certains avaient imaginé une monnaie locale *dévaluante*, qui perd de la valeur avec le temps, obligeant les personnes détentrices à l'utiliser. Trop complexe à mettre en œuvre, cette idée n'a

jamais été adoptée, même sous forme électronique (porte-monnaie type *Monéo*, par exemple).

## Une déflation intégrale ?

Avec ces histoires d'inflation et de déflation, que se passerait-il si l'on appliquait une déflation de 100% sur tout ? Cela revient à baisser les salaires et les prix de 100%, donc à annuler purement et simplement l'argent en circulation. On peut allègrement imaginer les conséquences immédiates que cela aura : des pillages, vols et autres dégradations, entraînant des déploiements des forces de l'ordre, des affrontements, pour probablement finir en guerre civile et appliquer la Loi Martiale.

Cette solution radicale n'est absolument pas applicable en l'état actuel de la mentalité de la population, où la possession est signe de réussite sociale et professionnelle, et la frustration le ressenti généralisés. Il y a un trop gros travail en amont pour rééduquer les gens autour de ce concept.

# Une fin ou un moyen ?

On peut se demander si le revenu de base serait une fin, dans le sens où il aspirerait à devenir un idéal partagé par une majorité, ou un moyen, pour tendre vers quelque chose d'encore plus grandiose.

## Si c'était une fin

Si c'était une **fin**, cela voudrait dire que l'on ne trouverait aucun modèle économique pouvant contribuer de manière aussi équitable pour l'ensemble de la population une fois le revenu mis en place. En regardant tout ce que les politiques et économistes ont proposé et mis en place depuis des siècles, on peut déduire que c'est l'une des approches les plus altruistes et humanistes qui soit, faisait de l'argent un droit au même titre que celui de vivre.

Ce droit, comme tous les droits, peut librement ne pas être appliqué, comme c'est le cas des Droits de l'Homme dans de nombreux pays, où le maintien d'une population affaiblie assure

une dépendance par oppression envers l'État et reste corvéable à l'envi.

L'un des plus gros manquements dans notre monde actuel est une instance indépendante de jugement des gouvernements et des grandes fortunes. Mais alors, que font les Nations Unies ? Leur but principal est de maintenir des relations diplomates entre pays, mais n'a aucun pouvoir d'action ou de décision envers les travers de gouvernance comme les dictatures ou les groupements extrémistes. En effet, il est facile de maintenir la paix dans des pays qui n'ont pas d'intérêt majeur à être en conflit.

Placer le revenu de base comme une fin, tout de suite et maintenant, serait difficilement gérable en terme de droit international, de relations diplomatiques, d'équilibre budgétaire. La fuite des fortunes rendraient certains pays, non applicateurs dudit revenu, beaucoup plus riches et creuserait l'inégalité militaire en cas de conflit armé.

## Si c'était un moyen

Si c'était un **moyen**, cela voudrait dire que la population peut aller au-delà du modèle

économique monétaire, pour s'orienter dans le don et le troc, comme c'était le cas avant l'apparition de l'argent.

On pourrait voir cela comme une **régression** de civilisation, je vois cela comme une élévation de sagesse, aboutissant à l'inutilité de la civilisation. Car une civilisation consiste à définir une hiérarchie sociale, où le niveau le plus élevé est le plus « *civilisé* ». Et vu ce qu'il y a actuellement en haut de l'échelle, nous n'avons pas la même signification de cette civilité. Comme si l'altitude faisait perdre toute notion d'humanisme et de respect.

Revenir au troc et au don après 3000 ans d'Histoire, en utilisant toutes les connaissances acquises jusqu'à maintenant, revenir à la simplicité et à l'humilité, ne veut pas dire s'abstenir de l'utilisation de la Science et arrêter les découvertes. Cela peut aussi vouloir dire les orienter davantage vers le mieux-être que vers une simple curiosité jamais assouvie, dont presque personne ne profitera, ou à des fins de dissuasion/conflit armé.

Cela permettrait également de mettre une des ressources humaines les plus précieuses en avant : le **temps**. Déjà symbolisé dans le J.E.U. sous forme d'unité de monnaie d'échange, le temps est

« la seule chose que l'on peut donner et qui ne peut nous être rendue », comme le disait Paulo Coelho, à la différence de tout ce qui est matériel. Le temps est gage de créativité, de partage, d'échanges, il est ce qui rythme les jours et les saisons.

En 2019, l'île norvégienne de Sommarøy, qui vit au rythme des nuits de plusieurs semaines en hiver et des jours équivalents en été, a demandé pour devenir le premier territoire terrestre à vire sans heure. Bien qu'il ait été avoué qu'il s'agissait d'une campagne marketing en vue de promouvoir le tourisme nord-norvégien, l'idée de supprimer la contrainte horaire est à prendre avec beaucoup de sérieux. De nombreuses personnes ne se retrouvent pas dans les cycles imposés par les horaires de travail, de repas, de scolarité ; cela apporterait une liberté supplémentaire. Car, ne l'oublions pas :

*« Celui qui a une montre n'a jamais de temps »*
*- Proverbe africain*

# Conclusion

Quand je parle de ce sujet un peu en profondeur avec d'autres personnes, il en ressort de la part de l'auditoire que je vois l'avenir devenir un monde de Bisounours. Je ne vais pas me voiler la face[1], je suis convaincu que la mise en place d'un tel système aura de nombreuses répercussions positives pour le pays qui le mettra en place[2], sans occulter d'une part les exceptions qui s'y opposeront ou qui en abuseront, et d'autre part la grande Inconnue qui en découlera.

Nous sommes loin de la situation d'une Terre unifiée et démunie d'argent comme dans *Star Trek*, qui a eu la chance, comme l'a dit l'écrivain irlandais Frank Frankfort Moore au XIX° siècle, d'avoir trouvé un « ennemi commun » dans l'univers extra-terrestre. Pourtant, même si, selon le Secrétaire Général des Nations Unies António Gutteres en 2020, la CoViD-19 était « l'ennemi commun de l'humanité » et invitait à un cessez-le-feu mondial, et ce que je vais dire déplaira à

[1] Ni rentrer dans le débat sur le port du voile.
[2] Pour ce qui est de la Suisse, qui a essayé de l'instaurer en 2016 mais qui a été refusé à 75% par sa population, étant donné le niveau très élevé de la vie là-bas, ce pays ne ferait pas cas d'école.

beaucoup, ce virus n'a pas tué assez de personnes pour faire pencher la balance du modèle économique et sociétal établi. Il semblerait qu'il n'y ait que les catastrophes de grande ampleur qui puissent changer la manière de penser de la population.

Pourtant, on l'a bien vu, pendant le premier confinement entre mars et mai 2020 : de nombreuses personnes ont joué de créativité, elles ont créé leur entreprise, de nouvelles relations se sont mises en place[1], de nombreuses familles étaient heureuses de passer du temps ensemble, de ne plus avoir à perdre du temps dans les embouteillages voire de s'autoriser à changer leur cadre de vie. Les plus grandes erreurs du gouvernement ont été de ne pas le maintenir assez longtemps pour ancrer ces nouvelles habitudes et règles de vie[2], ni de rebondir pour changer les paradigmes de son dogme[3]. La fin dudit confinement en vue de rétablir l'*économie d'avant* a été le coup de grâce envers quelque espoir de pouvoir changer le monde. Les reconfinements qui ont suivi ont été bien plus délétères sur le

[1] Et de nombreux couples se sont séparés, ne supportant pas de vivre en permanence ensemble, chose qu'ils n'avaient pas connu jusqu'à présent hormis pendant les week-ends et les vacances.
[2] Ce n'est pas deux mois qu'il aurait fallu, mais au moins deux ans.
[3] On pourrait imaginer le mot-valise « *paradogme* »

moral, et donc sur la santé, de la population, mêlant des sentiments d'incompréhension, de colère, de doute, de peur[1], et même de discrédit.

Et là où je tiens à appuyer le fait que la population est loin d'être prête pour un sevrage gouvernemental, c'est que les deux-tiers d'entre eux sont allés voter[2] en 2022 pour réélire leur dirigeant dont ils jugent globalement négativement le bilan du premier quinquennat[3].

La peur reste le moteur principal d'action, qu'il s'agisse de la peur de l'autorité, de l'échec, du rejet, de la perte du regard des autres ou des acquis. Tant qu'elle sera ancrée, il sera aisé de manipuler l'opinion publique et de la maintenir dans l'illusion qu'un vote peut changer les choses. Il en sera de même pour faire accepter le revenu universel.

[1] Notre président a bien dit dès le début que nous étions « en guerre ».
[2] Le taux d'abstention est supérieur aux voies du tête de file.

# Les points à retenir

- L'idée d'un revenu de base a plus de 400 ans.

- Le principe consisterait à reverser une rente mensuelle permettant à tout détenteur de vivre dignement *a minima*.

- Le revenu universel doit devenir un Droit Constitutionnel pour être inaliénable.

- La mise en place impose de repenser complètement les circuits d'argent, et limiter au maximum l'épargne et l'évasion monétaire.

- Les plus riches sont ceux qui pâtiraient le plus de la mise en place d'un tel système.

- Le PIB et le salaire moyen ne justifient pas le pouvoir d'achat.

- La mentalité autour de l'argent et du travail est à remodeler en profondeur, en vue d'offrir le meilleur accueil à une pareille réforme.

- Le revenu de base est davantage un moyen qu'une fin.

- Supprimer l'argent n'est pas une solution à court terme, mais pourrait le devenir à  long terme.

# Petit dictionnaire

**Argent** : monnaie d'échange sous forme métallique, papier ou électronique.

**Chômeur** : personne âgée entre 15 et 64 ans qui n'exerce pas d'activité productrice de bien ou de service en échange d'un revenu. Les raisons amenant cette personne à ne pas exercer cette activité sont variées, et chacune a des conséquences statistiques distinctes : études, formation, handicap, maladie, détention, choix délibéré, conjoncture, expatriation, entre deux jobs, etc.

**Coefficient de Gini** : indice de répartition des richesses, s'étalant de 0 (égalité parfaite) à 1 (une seule personne possède tout).

**Cryptomonnaie** : monnaie électronique décentralisée, dont la sécurité dépend d'un livre de comptes accessible et de sa vérification à chaque nouvelle transaction.

**Dette** : déséquilibre entre la valeur d'un bien ou d'un service, et sa contrepartie financière, exigeant un ajustement monétaire. La valeur du

bien ou du service, et même de la monnaie, pouvant évoluer entre chaque paiement d'une partie de la dette, celle-ci peut devenir éternelle.

**Droit inaliénable** : droit inhérent à un individu du seul fait de son existence.

**Mérite** : notion justifiant de l'attribution d'une récompense selon la relation entretenue avec le méritant.

**Monnaie** : instrument de paiement en échange d'un bien ou d'un service. Peut être d'origine naturelle (coquillage, plume), fabriquée (pièce en métal, billet imprimé) ou virtuelle (carte de paiement, cryptomonnaie).

**Monnaie Libre** : monnaie décorrélée du système bancaire.

**Plein-emploi** : utopie où l'entièreté de la population en âge de travailler travaille, acceptant comme seul chômage celui en lien avec la transition entre deux postes.

**Pouvoir d'achat** : capacité d'un ménage à pouvoir consommer selon son revenu. C'est le rapport entre l'indice de revenu (ou le temps de travail nécessaire) et l'indice des prix.

**Salaire** : paiement pour travail ou service rendu, initialement sous forme de sel à l'époque romaine (d'où le nom).

**Travail** : du latin *tripalium*, désigne un instrument de torture composé de trois pieux. Je vous laisse imaginer ce que peut être l'épanouissement au travail...

# Bibliographie

## Du même auteur

*Relation(s)*
Aurélien Stride

## D'autres auteurs

*L'Utopie*
Thomas More, 1516

*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*
Adam Smith, 1776

*Éloge de l'Oisiveté*
Bertrand Russell, 1932

*The Rich & the Poor : a study of economics of rising expectations*
Robert Theobald, 1959

*Capitalisme & Liberté*
Milton Friedman, 1962

*Théorie de la Justice*
John Rawls, 1971

*Théorie Relative de la Monnaie*
Stéphane Laborde, 2012